



# ENJEUX EUROPÉENS 2009

## La Lettre d'Euralia Spécial Traité de Lisbonne

### Enfin....

Le marathon du processus de ratification du Traité de Lisbonne est enfin terminé... Cela aura pris plus de temps que prévu – et nécessité plus de compromis que souhaités – mais, finalement, les dispositions du nouveau Traité entreront en vigueur le 1er décembre prochain.

Euralia a souhaité vous proposer, dans ce numéro spécial « Enjeux », un éclairage précis sur les principaux changements apportés par le Traité.

### Une voix et un visage pour l'Union européenne

Une des principales avancées du Traité de Lisbonne est sans doute la **création d'un poste de Président du Conseil européen**. Ce Conseil, réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres était jusqu'à présent un organe informel dont l'objectif était de donner une orientation politique et stratégique aux travaux de l'Union européenne. **Avec Lisbonne, le Conseil européen conserve les mêmes objectifs mais devient une véritable institution devant se réunir deux fois par trimestre.** Comme le Parlement européen ou la Commission, un Président sera élu par le Conseil européen pour un mandat de 2 ans et demi renouvelable une fois. Au nombre de ses fonctions figure notamment la charge de présider et coordonner les travaux du Conseil européen. **Mais le principal atout de ce Président réside dans le fait qu'il donnera à l'Union européenne, un visage et une voix sur la scène internationale.** Petite révolution donc, alors que jusqu'à présent cette tâche était répartie entre de nombreuses personnalités, menant parfois à une certaine confusion... **Pour autant la création d'une Présidence stable ne signifie pas l'abandon du système de Présidence tournante des réunions du Conseil de l'UE.** Le Traité de Lisbonne prévoit effectivement que

la présidence tournante sera exercée par **une « troïka » de trois pays pour une durée de dix-huit mois**. Ces trois pays pourront soit décider qu'ils exerceront à tour de rôle la présidence comme c'est le cas aujourd'hui, soit se répartir les différents Conseils et assurer leur présidence respective pendant dix huit mois.

Au-delà du texte du Traité de Lisbonne, beaucoup de points demeurent en suspens et certaines questions ne trouveront leurs réponses que dans la pratique :

- Quel sera le rôle réel du Président du Conseil européen : simple arbitre ou bien au contraire incarnation de l'Europe politique aux yeux des européens et du reste du monde ?
- De quelles marges de manœuvre pourra-t-il véritablement bénéficier ?
- Quel partage des tâches entre le Président du Conseil européen, le Président de la Commission européenne et le Haut Représentant pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité ?

La personnalité du premier Président devrait apporter de premiers éléments de réponse...

### Sommaire

- L'UE, acteur clé sur la scène internationale
- De nouveaux pouvoirs législatifs pour l'Union
- Quels nouveaux visages pour l'UE ?
- Une Union plus efficace
- Plus de droits pour les citoyens
- Chaque Etat membre sera en droit de quitter l'Union à tout moment
- Des Parlements nationaux mieux associés à la prise de décision

### Un droit d'initiative populaire

Afin de promouvoir la participation des citoyens à la vie démocratique de l'Union, le Traité de Lisbonne prévoit l'introduction d'un droit d'initiative populaire.

Ce nouvel instrument permettra à un million de citoyens européens originaires « d'un nombre significatif d'Etats membres » de se mobiliser en faveur de l'adoption d'une initiative législative ou politique par les institutions européennes. Il aura pour effet « d'inviter la Commission à soumettre une proposition » au Conseil des Ministres et au Parlement européen.

Si l'on est encore loin du référendum d'initiative populaire pratiqué dans certains pays européens, cette innovation organise pour la première fois l'accès des citoyens au cœur même du processus décisionnel communautaire, et marque donc un réel progrès.

## L'UE, acteur clé sur la scène internationale

Le Traité de Lisbonne comprend des innovations importantes qui donnent à l'Union les moyens de développer la cohérence et l'unité de sa politique extérieure.

Tout d'abord, il crée un poste de **Haut Représentant de l'Union pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité**, qui fusionne les postes de Haut Représentant pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune et de Commissaire européen chargé des Relations Extérieures. **Il sera l'un des Vice-présidents de la Commission européenne et dépendra également du Conseil.**

Ses missions consisteront à représenter l'Union européenne à l'étranger et à présider le Conseil des affaires étrangères. **Il disposera d'un service diplomatique européen, le « service européen pour l'action extérieure » (SEAE),** entité sui generis d'environ 5 000 personnes, qui travaillera en collaboration

avec les services diplomatiques des Etats membres. Ce nouveau poste devrait permettre de renforcer la cohérence de l'action extérieure de l'Union, et donc de renforcer son influence.

Ensuite, le Traité de Lisbonne crée une **personnalité juridique de l'UE**, qui lui donne les moyens de parler d'une seule voix sur la scène internationale. Celle-ci renforcera son pouvoir de négociation et **permettra à l'UE de contracter, notamment d'être partie à une convention internationale ou d'être membre d'une organisation internationale.**

Enfin, le Traité de Lisbonne comprend des avancées importantes en matière de « politique de sécurité et de défense commune » et constitue un **pas essentiel vers le développement d'une défense européenne.**

### De nouveaux pouvoirs législatifs pour l'Union

Bien que le volet institutionnel du Traité de Lisbonne ait en partie éclipsé les avancées dans le domaine des compétences de l'Union, le Traité réformateur apporte des changements non négligeables dans le champ des politiques européennes.

Ainsi, **l'Union acquiert de nouveaux pouvoirs législatifs dans des domaines aussi sensibles que l'énergie, l'espace, la politique d'asile et la lutte contre l'immigration clandestine.** A titre d'exemple, les nouvelles compétences de l'Union dans le secteur de l'énergie lui permettront de poursuivre l'harmonisation des règles de ce marché, de favoriser le développement des énergies renouvelables et de prendre de nouvelles mesures afin de garantir l'approvisionnement énergétique de l'Europe. L'Union pourra désormais également compléter l'action des Etats dans les domaines de la **protection civile, du tourisme, de la coopération administrative, du sport et de la propriété intellectuelle.**

Par ailleurs, le renforcement des compétences de l'UE va de pair avec le **renforcement du rôle du Parlement européen, qui fait désormais jeu égal avec le Conseil des ministres dans les processus législatif et budgétaire.** Le Parlement devient en effet **co-législateur dans cinquante nouveaux champs de décision, au premier rang desquels l'agriculture, tandis que députés européens et ministres devront désormais s'accorder sur l'ensemble des dispositions du budget annuel pour que celui soit adopté.**

S'il est vrai que le Traité de Lisbonne apporte des changements moins fondamentaux pour l'Union que les Traités de Maastricht (1992), Amsterdam (1997) et Nice (2001), il apporte donc néanmoins des changements significatifs au niveau des pouvoirs législatifs de l'UE et des compétences du Parlement européen.

### Quels nouveaux visages pour l'UE?

Pour le poste de Haut Représentant pour les Affaires Etrangères/ Vice Président de la Commission européenne, les candidats les plus souvent évoqués sont les suivants :

- issus de la famille sociale-démocrate : David Miliband, actuel Ministre des Affaires étrangères britannique, Massimo D'Alema, ancien Ministre des Affaires étrangères et ancien Premier ministre italien, Adrian Severin, ancien Ministre des Affaires étrangères roumain et actuel député européen.
- issus de la famille conservatrice, d'autres possibles noms sont évoqués, tels que Chris Patten, ancien Commissaire européen aux Affaires Etrangères et ancien chef du parti conservateur britannique.

En ce qui concerne les candidatures pour le poste de président du Conseil, les noms de T. Blair (ancien Premier Ministre britannique), F. Gonzales (ancien Premier Ministre espagnol), Mme Robinson (ancienne Présidente irlandaise) sont avancés. D'autre part, JC. Juncker, actuel Premier Ministre luxembourgeois, JP. Balkenende, actuel Premier Ministre néerlandais, H. Von Rompuy (actuel Premier Ministre belge) et G. Verhofstadt (ancien Premier Ministre belge) se sont dit intéressés par le poste. Selon beaucoup d'observateurs, Ms Von Rompuy et Balkenende, dans une moindre mesure, sont les deux noms semblant se dégager, car bénéficiant d'un relatif consensus entre les chefs d'Etats.

Au Parlement européen, 18 nouveaux eurodéputés issus de 12 Etats membres siégeront au Parlement européen. Néanmoins, ces membres (pour l'instant observateurs) n'auront pas de droit de vote tant que tous les Etats membres n'auront pas ratifié le texte approuvant cette augmentation : le Parlement européen comptera donc 751 voix (750 membres plus le Président du Parlement) lors de la mise en œuvre complète du Traité de Lisbonne.

## Une Union plus efficace

Le Traité de Lisbonne réorganise les pouvoirs de l'UE et déplace sensiblement les équilibres qui existaient jusqu'alors entre la Commission, le Conseil et le Parlement. En plus de revoir la répartition des pouvoirs dans le fond, **il revisite également les modalités d'organisation des différentes institutions de façon à les rendre plus efficaces.**

**Le Conseil des Ministres devrait gagner en transparence en rendant ses réunions publiques.** Cela signifie qu'elles devraient être diffusées en streaming de façon systématique. Le Conseil, sous l'influence des pays nordiques, expérimente déjà ce dispositif pour certains points de l'ordre du jour. Ce changement n'est pas anodin car il devrait d'une part rendre plus attractifs les débats du

Conseil mais également répondre en partie à l'exigence démocratique des citoyens. **Autre changement majeur au Conseil, le vote à la majorité qualifiée.** Sans entrer dans les détails, jusqu'alors les conditions de prise de décision à la majorité qualifiée étaient pour le moins rigoureuses, elles seront largement assouplies mais seulement à partir de 2014. Ce changement devrait grandement faciliter la prise de décision au Conseil en évitant les blocages liés à quelques Etats.

**Le Parlement lui aussi est rationalisé et son nombre de parlementaires est définitivement fixé à 751 membres.** En cas d'élargissement de l'Union ce nombre ne changera pas, les Etats devront perdre quelques membres pour faire de la place aux

nouveaux. Cela devrait permettre d'éviter que l'assemblée parlementaire devienne pléthorique et ingérable. **Exceptionnellement, de 2009 à 2014, il y aura 754 députés contre 736 actuellement. La France gagne au passage deux députés à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2009.**

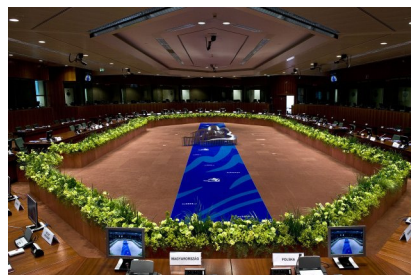
Enfin alors qu'il était initialement prévu que la Commission européenne soit limitée à 2/3 du nombre d'Etats membres, en vue des prochains élargissements, il a été finalement décidé, suite au « non » irlandais, que chaque Etat membre garderait son Commissaire.

### Plus de droits pour les citoyens

**La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, annexée au traité de Lisbonne,** a déjà fait beaucoup parler d'elle avant même son entrée en vigueur, certains Etats membres demandant – et obtenant – un droit d'exemption.

En pratique, cette charte va permettre avant tout au citoyen européen de mieux connaître et faire respecter ses droits civils, politiques, économiques et sociaux, **en les compilant dans un seul texte** alors qu'ils étaient jusque là « dispersés » dans les traités ou dans la jurisprudence antérieurs. **On note aussi quelques droits nouveaux, comme ceux concernant notamment la bioéthique ou la protection des données personnelles, afin de répondre aux évolutions de la Société.**

La Charte pourra être invoquée à l'encontre de toutes les décisions prises par les institutions communautaires ainsi que par les Etats membres lorsqu'ils agissent dans le domaine du droit de l'Union européenne. **Si un citoyen estime, par exemple, qu'une loi de son pays, qui découle d'une directive communautaire, n'est pas compatible avec ses droits fondamentaux, il pourra saisir un juge dans son propre pays.** Si le juge n'est pas certain de la violation, il pourra alors demander une interprétation à la Cour de Justice des Communautés européennes. Il s'agit en conséquence d'une avancée certaine pour le contrôle démocratique direct.



*La plupart des sessions du Conseil ne se tiendront désormais plus à huis clos*

### Quelques droits importants énoncés par la Charte des droits fondamentaux

La Charte contient six chapitres (dignité, liberté, égalité, solidarité, citoyenneté et justice) et reconnaît notamment : le droit à la vie et le droit à l'intégrité de la personne (Dignité), le droit à la protection des données à caractère personnel, le droit de se marier et de fonder une famille, la liberté de religion, le droit à la protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition (Liberté), la non-discrimination, les droits de l'enfant, les droits des personnes âgées (Egalité), le droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise, le droit de négociation et d'actions collectives, la protection en cas de licenciement injustifié, l'accès aux services d'intérêt économique général, la protection de l'environnement (Solidarité), le droit d'accès aux documents, la liberté de circulation et de séjour (Citoyenneté) la présomption d'innocence (Justice).

## Chaque Etat membre sera en droit de quitter l'Union à tout moment

Parmi les innovations majeures du **Traité de Lisbonne figure le droit pour chacun des Etats membres de se retirer unilatéralement de l'Union**. L'article 50 du Traité sur l'Union européenne prévoit en effet que tout Etat membre peut décider, conformément aux règles prévues par sa Constitution, et sur simple notification aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans le cadre du Conseil européen, de sortir de l'Union. **L'Etat en question négociera alors avec le Conseil européen un accord fixant les modalités de son retrait**. Le processus prévu par le Traité de Lisbonne est donc fondamentalement démocratique dans la

mesure où un peuple souhaitant ne plus faire partie du club européen sera libre de le faire sans conditions ; il est également très simple, l'accord avec l'Etat sortant devant être conclu par le Conseil européen statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen: **aucun Etat ne pourra donc s'opposer seul au retrait d'un Etat membre**. Au cas où l'Etat qui a quitté l'Union souhaite de nouveau l'intégrer, il devra alors faire une nouvelle demande d'adhésion et satisfaire aux conditions prévues par le Traité.

**Si le retrait est possible sur le papier, il semble à bien des égards irréaliste et difficile à mettre en œu-**

**vre**. Le retrait d'un Etat signifierait en effet la perte d'un acquis important pour ses citoyens et pour lui-même : l'euro, la libre circulation des personnes liée à l'espace Schengen, les fonds structurels, les financements alloués au titre de la PAC en sont quelques exemples. Bien sûr, il sera possible pour l'Etat sortant, dans le cadre de l'accord qu'il aura négocié avec l'UE, de sauvegarder quelques avantages, mais tout ne pourra être sauvé. Au-delà de l'acquis, un retrait conduirait à un isolement politique de cet Etat sur la scène européenne, qui laisse à penser que peu d'Etats membres seront prêts à franchir le pas...

### Des Parlements nationaux mieux associés à la prise de décision

Le Traité de Lisbonne (article 12) affirme et renforce le rôle des Parlements nationaux en matière de contrôle de la subsidiarité et d'information. Les Parlements nationaux sont directement destinataires de l'ensemble des documents d'information et de tous les projets d'actes législatifs de la Commission européenne. Cela vaut également pour les ordres du jour et les procès verbaux des réunions du Conseil des Ministres.

De plus, un "mécanisme d'alerte précoce" est introduit : il permet aux Parlements nationaux d'alerter si l'Union Européenne légifère sur un domaine en dehors de sa compétence. En outre, après l'adoption d'un texte, la Cour de Justice peut être saisie par un Etat membre d'un recours pour violation du principe de subsidiarité émanant d'un Parlement national ou d'une des chambres de celui-ci.

Enfin, si un projet d'acte législatif soumis à la procédure législative ordinaire est remis en cause à la majorité simple des voix attribuées aux Parlements nationaux et si la Commission décide de le maintenir, le Conseil et le Parlement doivent se prononcer sur la compatibilité de ce projet avec le principe de subsidiarité ; si le Conseil (à la majorité de 55 % de ses membres) ou le Parlement (à la majorité simple des suffrages exprimés) donne une réponse négative, le projet est écarté.

Ce document est le fruit d'un travail collectif.  
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes  
Rue du Luxembourg, 19-21  
1000 Bruxelles  
Tél: +32 2 506 88 20  
Fax: +32 2 506 88 25  
Email: [info@euralia.eu](mailto:info@euralia.eu)

#### A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

**Visitez notre site Internet!**

[www.euralia.eu](http://www.euralia.eu)